

Numéro 214

Le journal de la section SUD Inetum de Solidaires Informatique

Oct 2023

Nos réseaux



Sommaire

Scandale des POEI au sein d'Inetum !.....	1
Flex-Office à Toulouse et à Metz.....	2
Risques psychosociaux : Le CSE Ile de France mène l'enquête.....	3
Marche du 23 septembre pour la justice...4	
Onclusive : Quand la menace de l'IA devient réelle.....	5
Toutes et tous en grève le 13 octobre.....	6

REUNION EN LIGNE

**Mardi 17 octobre
2023 de 17h à 19h**

Spécial Salaires

Réunion en ligne sur

<https://meet.solitairesinformatique.org/sudinetum-reunion-en-ligne>

⁽¹⁾ La préparation opérationnelle à l'emploi individuelle (POEI) est un dispositif qui permet aux employeurs de former, aux frais de la solidarité nationale, un futur salarié avant son embauche.

SCANDALE DES POEI AU SEIN D'INETUM ! Solidaires Informatique saisit la justice et mobilise les médias

Solidaires Informatique continue son combat sur l'utilisation scandaleuse du dispositif POEI et de ses conséquences !

Dès le mois d'août, nous vous alertions sur l'utilisation scandaleuse du dispositif POEI⁽¹⁾ et des conséquences sur les salariés concernés (pages 2 et 3 du tract 212 - Août 2023).

Nous avons continué à mener l'enquête sur le terrain pour réunir des témoignages et constituer ainsi un dossier solide.

Le dossier est maintenant entre les mains de notre avocat qui va saisir la justice dans les prochains jours.

Cette affaire est jugée suffisamment grave pour que les médias s'y intéressent. Un journaliste de l'Humanité, après avoir fait un travail de vérifications et interrogé la direction d'Inetum, a publié un article dans l'édition nationale du lundi 25 septembre.

Dernière minute :

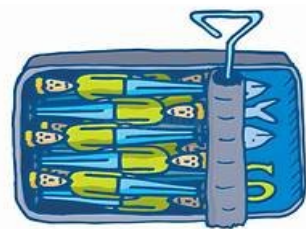
Depuis la publication, de nombreux témoignages affluent de toute la France.



En cliquant sur l'article, vous accédez à l'enquête du journal l'Humanité. Vous découvrirez un témoignage édifiant et la réponse de la direction d'Inetum

Solidaires Informatique lutte au quotidien à vos côtés pour faire valoir vos droits. Nous ne nous contentons pas de discussions stériles avec une direction sourde, mais agissons efficacement sur le terrain juridique et médiatique !

INETUM : QU'EST-CE QU'ON EST SERRÉ AU FOND DE CETTE BOÎTE !



Toulouse

La direction multiplie les communications aux salariés et l'arrivée du flex office à Toulouse est désormais inéluctablement programmée pour le 2 octobre.

La direction indique que "les consultations/informations des élus sont terminées" et on pourrait alors croire que tout se passe pour le mieux avec l'accord des représentants des salariés.

Lors de sa consultation, **le CSE Central a émis un avis défavorable** en relevant de nombreuses insuffisances et imprécisions dans le plan de la direction qui promet une belle pagaille à la mise en place.

Sur ordre de la direction, la mesure vise à faire des économies qui vont peser d'une façon ou d'une autre sur les salariés qui n'en verront pas un centime.

Les salariés seront priés de s'entasser dans des espaces toujours plus peuplés, toujours plus hétérogènes et impersonnels.

De nombreux salariés s'inquiètent du temps passé chaque matin à remettre en place leur espace de travail, d'avoir une place à leur arrivée en l'absence d'un système de réservation, et de devoir travailler dans un environnement toujours plus bruyant.

Suite aux protestations des élus du CSE Sud-ouest de voir la question uniquement traitée en CSE Central, **la direction a du créer un groupe de travail chargé de suivre la mise en place du flex** qui a notamment obtenu que soient installés des cloisons de séparations acoustiques. Celui-ci est composé notamment de 3 élus Toulousains et d'un élu Software que vous pouvez solliciter en cas de problème.

Metz

Pas de consultation du CSE Inetum Grand EST, juste un point d'information ajouté en dernière minute à l'ordre du jour, un simple plan griffonné présenté en séance le 18 juillet pour un « réaménagement » des bureaux le 19 juillet !

Les conséquences :

- *quatre salariés vont devoir se partager un bureau prévu pour trois,*
- *un unique bureau dans lequel vont devoir cohabiter des salariés qui n'avaient pas forcément l'habitude de travailler ensemble,*
- *pas de bureau permettant de s'isoler pour une communication téléphonique ou un entretien.*

Mais la Direction ne parle pas de Flex-Office, estime que ce réaménagement ne constitue pas une modification des conditions de travail et refuse ainsi une consultation du CSE.

Les élus solidaires restent attentifs aux conséquences de ce réaménagement et à la situation de cette agence.

Sous la pression des élus du CSE Inetum Software, une consultation aura lieu prochainement pour exiger un local pour les représentants du personnel au sein des locaux de Metz.

Séisme au Maroc

Suite au séisme qui a foudroyé le Maroc le 8 septembre 2023, Solidaires Informatique exprime toute sa solidarité à tous les marocains touchés de près ou de loin par cette catastrophe. Inetum (ex GFI), implanté au Maroc depuis de nombreuses années, a fait appel à la générosité de ses employés. Elle aurait pu, elle-même, faire un geste en abondant les dons de ses salariés, ce qu'elle n'a pas fait à notre connaissance.

RISQUES PSYCHOSOCIAUX : LE CSE IDF MÈNE L'ENQUÊTE

Le CSE en IDF a diligenté une enquête sur Les Risques PsychoSociaux & Le Mal Être au Travail, enquête relative aux pratiques managériales auxquelles sont confrontés les salariés (notamment en Intermission / Inter-contrat).



Les élus du CSE Inetum Ile de France (IDF) ont décidé, comme le prévoit la loi, de voter une enquête, ayant constaté une dégradation des conditions de vie au travail au sein de l'établissement IDF, et notamment pour les salariés en situation d'intercontrat. Ces situations de souffrance au travail (tensions, démotivation, stress, sentiment d'injustice, relations dysfonctionnelles avec leur hiérarchie, dénigrement, et pression...) peuvent se traduire par des atteintes à leur santé physique et/ou psychique. Le CSE a désigné le cabinet d'expertise certifié indépendant, ISAST. Sa mission est d'analyser les situations de souffrance (RPS) auxquelles sont confrontées ces salariés. Le cabinet ISAST vous sollicitera sur la messagerie professionnelle.

L'enquête se déroulera du 02/10/2023 au 20/10/2023

Attention, il est probable que le message d'ISAST soit considéré comme un spam par votre messagerie. Si vous ne recevez pas le message à compter du 3 octobre 2023. Vérifier vos Courriels Indésirables ou Spams.

Important : Le Cabinet ISAST est soumis aux règles de déontologies professionnelles concernant l'anonymat et la confidentialité des données recueillies et traitées, garantissant la plus stricte confidentialité de vos réponses.

Appel à témoins :

Vous ne recevez pas de mail alors que vous êtes directement concerné ou témoin d'une situation similaire ? Vous souhaitez vous manifester sans attendre ?

Contactez directement le cabinet ISAST au 07 86 48 29 59 ou par mail à enquete@apex-isast.fr

Le CSE inetum IDF vous remercie, toutes et tous, de prendre le temps nécessaire pour participer à cette enquête qui permettra d'améliorer les conditions de travail, et pour ce qui nous concerne, de faire toutes les recommandations nécessaires pour prévenir les situations à risques.

Votre anonymat est garanti et votre contribution est importante !

Les RPS, ou Risques Psychosociaux, sont extrêmement importants, ils touchent directement la santé et le bien-être des salarié-es au sein de l'organisation en place chez INETUM.

Il est essentiel de prendre en compte les RPS car ils peuvent avoir de graves conséquences sur la santé physique et mentale des salarié-es (stress, anxiété, burn-out, dépression). Les RPS peuvent entraîner une baisse de la motivation, des problèmes de concentration, des conflits interpersonnels.



L'employeur a une obligation légale de veiller à la santé et à la sécurité de ses salarié-es sur leur lieu de travail. Cela inclut la santé au travail, c'est-à-dire la prévention des maladies professionnelles et des accidents liés au travail, ainsi que la gestion des risques psychosociaux en favorisant un climat de travail positif et en mettant en place des mesures de soutien appropriées.

INETUM est tenu d'identifier et d'évaluer les risques professionnels, y compris les risques psychosociaux tels que le stress, le harcèlement ou le surmenage, et de prendre les mesures nécessaires pour les prévenir ou les réduire.

Bien que l'enquête ne concerne que les salariés d'IDF, **tous les salarié-es d'inetum quelque soit la région, sont susceptibles d'être confrontés à ce type de situation** pouvant porter atteinte à leur santé physique ou psychique. Si vous n'êtes pas directement impactés, mais connaissez une personne en grande difficulté, n'attendez pas et n'hésitez pas à nous remonter ces situations aux conséquences très graves, voire une issue fatale (confère le tract Solidaires du mois de juillet 2023)

Les élus Solidaires Informatique sont des interlocuteurs privilégiés pour recueillir vos témoignages, vous apporter leur aide en garantissant votre anonymat et confidentialité.

MARCHES DU 23 SEPTEMBRE 2023 POUR LA JUSTICE

Le samedi 23 septembre 2023 se tenaient dans près de 120 villes de France, des manifestations contre les violences policières, contre le racisme systémique, pour la justice sociale et pour les libertés publiques.



L'appel à manifester avait été lancé le 1er août 2023 par plus de 100 organisations, dont l'Union Syndicale Solidaires. Il était l'expression d'un raz-le-bol suite aux réponses méprisantes et violentes du gouvernement face aux demandes légitimes de la population :

- l'obstination du gouvernement à poursuivre la réforme des retraites alors que les manifestations contre cette réforme regroupaient des millions de personnes,
- la répression violente du rassemblement de Sainte-Soline contre les mégabassines, ayant fait plusieurs centaines de blessés, dont 2 dans le coma parmi les manifestants,
- le passage en force de la réforme des retraites, sans vote du parlement grâce à l'article 49.3,
- les violences policières et les arrestations arbitraires lors des manifestations spontanées en réaction à l'utilisation du 49.3,
- l'interdiction des casseroles, et la surveillance par drones des rassemblements,
- la mort de Nahel, un adolescent de 17 ans tué par un policier à bout portant lors d'un contrôle routier,
- la justice expéditive, qui a condamné à de la prison ferme des jeunes qui avaient volé une canette de soda ou une paire de chaussures lors des émeutes qui ont suivi la mort de Nahel,
- l'interdiction de la marche commémorative pour Adama Traoré, et l'interdiction de toutes les manifestations contre les violences policières,
- le passage à tabac de Hedi par des policiers de la BAC, et la mort de Mohamed tué par des policiers du RAID,
- les violences policières délibérées sur des journalistes pour les empêcher de filmer...



Le mouvement a débuté vendredi 22 septembre à Nantes où un millier de manifestants se sont réunis en fin d'après-midi. Puis le samedi matin, c'est à Toulouse que près de 1500 personnes ont défilé.

Samedi après-midi, le cortège parisien a rassemblé 15 000 manifestants.

Ils étaient 3000 à défiler dans les rues de Marseille. A Lyon, le cortège comptait plus de 2000 personnes, environ 2000 à Bordeaux, à Lille et à Grenoble. Il y a eu environ un millier de manifestants à Montpellier et à Rennes. D'autres villes comme Dijon, Le Mans, Metz, Nancy, Nîmes, Niort ou Strasbourg ont réuni quelques centaines de personnes. Une cinquantaine de personnes s'est rassemblée à Reims.

Toutes les manifestations se sont déroulées dans le calme. Un seul incident a été à déplorer en marge de la manifestation parisienne, dont on a largement entendu parler sur les chaînes d'information continue.

Dans toute la France, c'est environ 80 000 personnes qui ont exprimé leur demande de justice sociale et de libertés publiques, et leur rejet du racisme systémique et des violences policières.

ONCLUSIVE : Quand la menace de l'intelligence artificielle devient réelle !

Toute la presse s'est fait l'écho du plan massif de licenciement annoncé chez Onclusive :

Plus de 200 salariés vont être remplacés par l'IA (intelligence artificielle) et par une délocalisation de l'activité à Madagascar !

Solidaires Informatique, principale organisation syndicale chez Onclusive, mène le combat avec les salariés pour limiter au maximum l'impact de ce plan massif de licenciement !



Les Echos



l'entreprise "onclusive" va licencier 217 salariés pour les remplacer par l'intelligence Artificielle...

ONCLUSIVE EXCLUT... EN MASSE !

Le mardi 5 septembre 2023, la direction a informé le CSE que STG et les dirigeants d'Onclusive ont décidé d'un plan social (PSE) devant aboutir à la suppression de 217 postes sur 383, d'ici juin 2024.

Oui, vous avez bien lu : 217 emplois supprimés, pour répondre aux sirènes de l'Intelligence Artificielle et du profit !

...

Dans cette période très difficile qui débute au sein d'Onclusive, sachez que les organisations syndicales sont déjà sur le pont et UNIS pour défendre vos intérêts. Des contacts avec des experts et des avocats ont été pris. De nombreux échanges concernant le PSE sont déjà en cours ; un cabinet d'experts juridique a été désigné le jour même, 5 septembre 2023, pour accompagner les DS et les élus.

Nous allons nous battre TOUS ENSEMBLE, et avec votre soutien, afin que toutes les voix soient entendues, nos droits strictement respectés et que les spécificités de Reputational Intelligence France soient prises en compte (ancienneté, seniors, formation etc.).

Les négociations sur le PSE vont commencer dans les prochains jours. La CFE-CGC, FO et SOLIDAIRES vont rappeler à la direction leurs attentes et leurs devoirs.

Transparence et communication

Nous espérons une transparence totale de la part de la direction concernant les raisons et la nécessité du PSE. Nous attendons de la direction France qu'elle communique sur le PSE.

Indemnités et avantages

Nous réclamons des indemnités de départ justes et équitables pour tous les employés concernés par le PSE. Les années de service et les contributions aux bénéfices de l'entreprise doivent être reconnues et récompensées.

Onclusive ne doit pas se contenter du minimum légal.

Reclassement et formation

Mettre en place un plan de reclassement digne de ce nom, incluant des offres de formation et d'accompagnement facilitant la transition vers de nouvelles opportunités professionnelles.

Soutien psychologique et RPS

La période de transition va être difficile sur le plan émotionnel. Nous attendons la mise en place de mesures de soutien psychologique pour aider les employés à faire face à cette période stressante.



TOUTES ET TOUS, RÉCLAMONS UNE VRAIE PRIME DE VACANCES DEVANT LA JUSTICE !!

Comme annoncé dans nos précédentes communications mensuelles, **Solidaires Informatique déclenche une procédure devant le Conseil de prud'hommes de Bobigny pour les salariés souhaitant réclamer le paiement de leur prime de vacances.** Pour les indécis ou les retardataires, il est encore temps de rejoindre la procédure via le mail de contact de Solidaires Informatique (contact@sudgfi.fr). Seuls les salariés bénéficiant actuellement d'une prime de vacances ET d'un 13e mois ne sont pas concernés, et ils sont très peu.

13 OCTOBRE 2023 - TOUTES ET TOUS EN GRÈVE !



Pour l'augmentation des salaires, l'égalité femmes/hommes et contre l'austérité !

Pour

- La justice climatique et sociale
- Le partage des richesses
- L'égalité femmes/hommes
- Nos services publics
- L'augmentation de nos salaires, pensions et minima sociaux

Contre

- La réforme des retraites
- L'austérité

Le 13 octobre en Grève !!



SYNDICATISTE **Solidaires**

FÉMINISTE
AUTOGESTIONNAIRE
ANTIFASCISTE
ANTIRACISTE
INTERNATIONALISTE
ÉCOLOGISTE
ANTICAPITALISTE
ANTISÉXISTE
LGBT+

DANS LE PRIVÉ ET LE PUBLIC, UN SYNDICALISME DE LUTTE ET DE TRANSFORMATION SOCIALE

Vous pouvez compter sur les DS SUD Groupe Inetum, les RS des CSE, des élu.es pour vous défendre.

Christophe SCHMELTZER (DS Est)	06 32 19 07 53	Steven LOPES (RS Nord)	06 29 86 56 81
Vincent BRACCHETTI (DSC adj. France)	06 70 49 84 93	Guillaume MAHELLE (DS Nord)	07 77 39 30 46
Patrice BOUVET (DSC France)	06 09 59 74 87	Régis SCHAFFRAN (DS Nord)	06 52 06 49 98
François PELTIER (DS IDF)	06 62 49 26 81	Franck AUGER (DS Ouest)	06 99 91 88 33
Murielle TORRES RIVAS (DS IDF)	06 83 63 28 20	Christophe BAUDRY (DS Ouest)	06 88 60 75 20
Laurent CALVET (DS IDF)	06 32 05 00 92	Anne OURY (DS Ouest)	06 30 49 67 67
Marouane BOUJDOUN (RS IDF)	06 46 61 90 09	Yasmina DJERRAR (DS Progiciels)	06 67 22 12 06
Patrick BONCELLI (RS IDF)	06 03 20 16 47	Bogdan LASCULESCU (DS Progiciels)	06 51 09 87 25
Julien SCHIAVO (RS com Environnement)	07 66 71 77 84	Marc AUBERTIN (DS Rhône-Alpes)	06 70 40 47 88
Laure NETZ (DS Méditerranée)	06 09 34 78 20	Yann KERBIRIOU (DS Rhône-Alpes)	07 68 26 71 97
Olivier LEFRANCQ (DS Nord)	06 19 87 58 97	Jean-Philippe CALVEL (RS Sud-Ouest)	06 83 44 63 12